



**PRÉFET
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 24/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PRARY CENTRE

Zi Les Listes
BP 44
63500 Issoire

Références : 20250424-RAP-63-0473-Inspection-Centre-de-tri-PRARY-Issoire.odt
Code AIOT : 0016300106

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/04/2025 dans l'établissement PRARY CENTRE implanté Zi Les Listes BP 44 63500 Issoire. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PRARY CENTRE
- Zi Les Listes BP 44 63500 Issoire
- Code AIOT : 0016300106
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société PRARY CENTRE est autorisée à exploiter un centre de tri, transit de déchets banals ainsi qu'un centre de transit de déchets dangereux dans la ZI des Listes à ISSOIRE et bénéficie d'une

autorisation en date du 30 septembre 2008.

L'établissement a cessé l'activité de tri et assure désormais la massification des déchets collectés dans le cadre de la collecte sélective.

Le site assure également le regroupement des déchets non dangereux issus des activités professionnelles de l'artisanat, du commerce et des PME (cartons, papiers, ferrailles, emballages, housses plastiques, bois, déchets verts, caoutchouc) ainsi que la collecte des matelas usagés dans le cadre d'un contrat avec Eco-mobilier.

Une activité de regroupement de déchets dangereux est exercée sur le site à hauteur de 8 tonnes maximales pouvant être présentes sur site.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 30/09/2008, article 6.1.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
2	Zone de stockage des déchets	Arrêté Préfectoral du 30/09/2008, article Titre 6	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	6 mois
3	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	12 mois
5	Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Préfectoral du 30/09/2008, article 4.3.9.2 et 4.3.9.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Débit de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	12 mois
7	Pollution des milieux récepteurs	Arrêté Préfectoral du 30/09/2008, article 6.5.6	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Demande de	0 jour

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
				justificatif à l'exploitant	
8	Nouvelles dispositions en matière de prévention du risque incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5 et 6	/	Demande d'action corrective	1 mois
9	Envois de déchets	Arrêté Préfectoral du 30/09/2008, article '2.2.8	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	6 mois
11	Stockages extérieurs de déchets	Arrêté Préfectoral du 30/09/2008, article '6.4.8	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté Préfectoral du 30/09/2008, article 4.3.10	/	Sans objet
10	Rétention	Arrêté Préfectoral du 30/09/2008, article '6.4.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'issue de la visite d'inspection du 24/04/2025 de l'établissement PRAXY CENTRE implanté Zi Les Listes BP 44 63500 Issoire, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Non conformités nécessitant la transmission d'un justificatif de remise en conformité

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, il est nécessaire que l'exploitant fournisse des **justificatifs** permettant de prouver le respect de la conformité et les **actions correctives** mises en œuvre, dans le délai fixé en partie 2-4 du présent rapport pour chaque point

de contrôle listé ci-dessous :

- **Etat des stocks** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/09/2008 article : 6.1.1
- **Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998 article : 49
- **Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2008 article : 4.3.9.2 et 4.3.9.3
- **Débit de rejet** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998 article : 60
- **Pollution des milieux récepteurs** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2008 article : 6.5.6

Dans l'hypothèse où les justificatifs ne seraient pas fournis dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

Autres non conformités

Les autres non-conformités identifiées dans le présent rapport appellent des **actions correctives** dans les délais fixés en partie 2-4 ci-après. La réalisation de ces actions correctives est de la responsabilité de l'industriel contrôlé et pourra être vérifiée lors d'une prochaine visite d'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/09/2008, article 6.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Etat des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 29/03/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 22/04/2024
Prescription contrôlée : <p>Inventaire des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement</p> <p>L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R. 231-53 du code du travail. L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour, auquel est annexé un plan général des stockages.</p>

<p>Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>La présence dans l'établissement de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p> <p>Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>Instauration, depuis juin 2024 d'un contrôle des stocks par drone trimestriellement afin d'améliorer le suivi des stocks. En séance, le relevé drone du stock de bois au 31/12/24 a été présenté : le volume était de 10 501 m³ soit un volume bien supérieur au stock autorisé pour la rubrique 2714-1 (1 500 m³).</p> <p>Les relevés relatifs aux autres stocks ainsi que celui du premier trimestre 2025 n'ont pas été présentés.</p> <p>En parallèle, un suivi des stocks est en place et est suivi de manière hebdomadaire.</p> <p>L'état de stock au 18/04/25 a été présenté en séance. Celui-ci fait état d'un stockage de 10 tonnes de déchets dangereux alors que l'AP limite ce stockage à 8 tonnes. PRAXY explique ce dépassement par des difficultés d'enlèvement par leur prestataire actuel et qu'un nouveau contrat va être établi avec un autre prestataire.</p> <p>Par ailleurs, PRAXY souhaite demander une augmentation des volumes autorisés sur le centre de tri (associée d'une modélisation des flux thermiques).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mettre en conformité, sous 3 mois, le stock de bois et le stock de déchets dangereux au regard de l'autorisation préfectorale (1 500 m3 pour le bois et 8 tonnes pour les DD) ; - Fournir, sous 1 mois, le relevé topo des stockages de DND (papier/carton, bois, caoutchouc, plastique, RBA, et stockage de balles de papiers, cartons, plastiques) du 1er trimestre 2025.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Zone de stockage des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2008, article Titre 6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 08/10/2024
<p>Prescription contrôlée :</p>

Cf. titre 6 de l'AP
Constats : <u>Modifications des stockages prévues en 2025 :</u> - Travaux de rechargement et d'étanchéité de la partie Nord Est de la périphérie du site en 2025 avec mise en place d'un mur en blocs béton (stock de blocs bétons sur site pour redéfinir les casiers); - Déplacement de l'axe EST du merlon des stériles, remplacé par des blocs béton. Le plan de réaménagement des zones a été retravaillé en avril. Les plans finaux sont prévus pour juin. Suite à cela, une nouvelle modélisation des flux thermique sera réalisée et l'implantation des caméras thermiques au niveau des zones sensibles sera mise en place en 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : - Communiquer, sous 6 mois, les conclusions de l'étude de réaménagement de la zone 4 avec le positionnement des caméras thermiques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 08/05/2024
Prescription contrôlée : Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Les dispositifs de rejet des eaux résiduelles sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.
Constats : Le point de rejet EP1 n'est toujours pas fonctionnel : le séparateur, remplacé le 13/05/2024, n'a pas d'effet sur les rejets. Des dépassements importants des valeurs limites ont été constatées lors des analyses réalisées en juin 2024 au niveau du point de prélèvement situé en aval. Après investigations réalisées à l'automne 2024, il apparaît que le séparateur est mal implanté et n'est pas correctement dimensionné. La gestion des EP est donc repassée en mode dégradé qui prévalait avant le remplacement du séparateur (à savoir pompage du tubosider et renvoi des eaux

<p>vers le point EP2).</p> <p>La modification du point de rejet est mise au budget 2026 avec réalisation prévue mi 2026.</p> <p>Les résultats des analyses trimestrielles, réalisées dans le tubosider, montrent le respect des valeurs limites applicables au point EP1 et a fortiori pour le point EP2 (convention de rejet STEP). Il n'y a donc pas d'impact de ces rejets vis-à-vis du milieu naturel.</p> <p>Le report d'alarme en cas de dysfonctionnement des pompes et de mise en charge du séparateur a été installé au niveau des bureaux administratifs (vu en inspection dans les locaux "transport régional").</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'exploitant doit procéder à la réparation du point de rejet n°1 et le rendre fonctionnel sous 12 mois ; - Prévoir des tests réguliers pour s'assurer du bon fonctionnement de l'alarme
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 12 mois</p>

N° 4 : Respect des périodicités minimales de surveillance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2008, article 4.3.10</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les différents points de rejets des eaux pluviales EP1 et EP2, l'exploitant réalise une analyse de la qualité de ces eaux une fois par trimestre. Les mesures réalisées portent sur les paramètres définis à l'article 4.3.9 précédent.</p> <p>Les résultats des analyses doivent être transmis chaque trimestre à l'inspection des installations classées et doivent être accompagnés de commentaires sur les conditions de fonctionnement des installations, et en tant que de besoin, sur les dépassements constatés et leurs causes, ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.</p> <p>La fréquence des contrôles peut être augmentée à la demande de l'inspection des installations classées.</p> <p>Tous les résultats des analyses sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pour une période de dix ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>La fréquence trimestrielle est respectée sur le point EP2 ainsi que sur le point EP1 (mais les analyses sont réalisées dans le tubosider). Les résultats d'analyse sont déclarées dans GIDAF.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2008, article 4.3.9.2 et 4.3.9.3</p>

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 29/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 08/07/2024

Prescription contrôlée :

Article 4.3.9.2 - Rejets des eaux pluviales EP1

Les eaux de ruissellement EP1 doivent respecter avant leur rejet vers le réseau des eaux pluviales, les caractéristiques suivantes :

Matières en Suspension Totales : < 35 mg/l
DBO5 (sur effluent non décanté) : < 30 mg/l
DCO (sur effluent non décanté) : < 125 mg/l
Hydrocarbures totaux : < 10 mg/l
Chrome : < 0,1 mg/l
Plomb : < 0,5 mg/l
Cuivre : < 0,5 mg/l
Nickel : < 0,5 mg/l
Zinc : < 2 mg/l
Manganèse : < 1 mg/l
Etain : < 2 mg/l
Fer, Aluminium et composés (Fe+Al) : < 5 mg/l

Article 4.3.9.3 - Rejets des eaux pluviales EP2

Les eaux de ruissellement EP2 doivent respecter avant leur rejet vers le réseau des eaux usées, les caractéristiques suivantes :

Matières en Suspension Totales : < 600 mg/l
DBO5 (sur effluent non décanté) : < 800 mg/l
DCO (sur effluent non décanté) : < 2000 mg/l
Hydrocarbures totaux : < 10 mg/l
Chrome : < 0,1 mg/l
Plomb : < 0,5 mg/l
Cuivre : < 0,5 mg/l
Nickel : < 0,5 mg/l
Zinc : < 2 mg/l
Manganèse : < 1 mg/l
Etain : < 2 mg/l
Fer, Aluminium et composés (Fe+Al) : < 5 mg/l

En cas de refus de la collectivité de délivrer l'autorisation prévue à l'article 4.3.6.1 du présent arrêté dans un délai de six mois après sa signature, les eaux de ruissellement EP2 seront rejetées dans le réseau d'eaux pluviales selon les normes de l'article 4.3.9.2 du présent arrêté qu'après contrôle de

leur qualité.
<p>Constats :</p> <p>Sur le point EP2, plusieurs dépassements sont relevés au cours des 12 derniers mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 3 dépassements Fe+Al en septembre 24, décembre 24 et février 25 (tous > à 2xVL) - dépassement en Zn en septembre 24 - dépassement en couleur en septembre 24, décembre 24 et février 25 (tous > à 2xVL qui est à 100 mg/Pt/l) <p>Ces dépassements seraient liés au stock de RBA présent sur site. Des actions curatives réalisées ou prévues ont été annoncées par PRAXY :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Achat de bennes en avril pour stocker les stériles en zone 3 afin de limiter le stockage en zone 4 et donc réduction du stockage de RBA, à même la dalle, en zone 4 ; - Réalisation d'un curage des réseaux à prévoir en zone 4 ; - Passage de la balayeuse en zone 4 tous les 15 jours (au lieu d'un mois). <p>L'efficacité des mesures sera constatée lors des prochaines mesures trimestrielles prévues au mois de mai.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fournir sous 1 mois, la mise à jour du plan d'action visant à mettre en conformité les rejets aqueux du site. - Réaliser sous 1 mois un curage des réseaux EP du centre de tri.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Débit de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
Thème(s) : Risques chroniques, Débit de rejet
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 08/05/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m3. Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau.</p> <p>Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.</p>

<p>Constats :</p> <p>Les pompes, associées au point de rejet au milieu naturel (EP1), ont un débit de 8 litres/seconde. PRAXY indique qu'elles ne sont pas conformes au débit de fuite imposé par le SDAGE.</p> <p>Cependant, le point de rejet EP1 n'étant pas fonctionnel, il n'y a pas de rejet à ce jour.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>- Mettre en conformité, sous 12 mois, le débit de rejet du point EP1 au regard du SDAGE.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 12 mois</p>

N° 7 : Pollution des milieux récepteurs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2008, article 6.5.6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 08/04/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimale de 180 m³. Le dispositif de confinement est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un mode opératoire a été rédigé pour gérer les modes dégradés (dysfonctionnement de la pompe de relevage). Le report de l'alarme est également effectif.</p> <p>Le mode opératoire, présenté en séance, prévoit le contrôle du niveau de remplissage du tubosider à la pige graduée. Cependant, la fréquence n'est pas définie.</p> <p>L'exploitant indique par ailleurs réaliser un contrôle visuel toutes les semaines du tubosider afin de déclencher au besoin du pompage vers le rejet du point 2. Ces contrôles et leurs résultats ne sont pas consignés.</p> <p>Un pigeage du tubosider de 240m³ a été réalisé à la demande de l'inspection. Celui-ci a montré que le réservoir était plein au 2/3 soit une capacité restante de 80 m³ environ (<< aux 180m³ exigés).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>- Vidanger, sans délais, le tubosider pour reconstituer la réserve de 180 m³ ;</p> <p>- Prendre, sans délais et jusqu'à ce que le point de rejet n°1 soit de nouveau opérationnel, les dispositions nécessaires pour pouvoir garantir en permanence une capacité 180 m³ pour récupérer</p>

les eaux d'extinction ; - Actualiser le mode opératoire pour définir une fréquence de mesure du taux de remplissage du tubosider ; - Consigner les résultats des contrôles visuels effectués au niveau du tubosider.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : Sans délai

N° 8 : Nouvelles dispositions en matière de prévention du risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5 et 6
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 5</p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p> <p>Il comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ; - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ; - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ; - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ; - le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ; - les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; - le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;

<p>- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.</p> <p>Article 6 (...) Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans. (...)</p>
<p>Constats : Les observations formulées sur le plan de défense incendie (Cf. constat n°8 du rapport d'inspection du 08/07/24 relatif à l'inspection de la zone 3 en date du 01/07/24) sont en cours de prise en compte. La finalisation est attendue pour fin mai début juin.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : - Transmettre, sous 1 mois, à la DREAL et au SDIS 63, le plan de défense contre l'incendie modifié.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 9 : Envois de déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2008, article '2.2.8</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Envois de déchets</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 08/10/2024
<p>Prescription contrôlée : les conditions de stockage des déchets, avant leur traitement ou leur élimination, doivent permettre de limiter les risques d'incendie et les risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois de poussières et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement »</p>
<p>Constats : Suite aux constats relevés lors des précédentes inspections, PRAXY a réalisé les actions suivantes : - mise en place d'un rideau à lamelles, entre les deux zones du bâtiment, pour couper le phénomène de vent traversant (vu en inspection) ; - instauration d'un nettoyage journalier en fin de journée pour limiter les envois ; - réhausse de l'alvéole ; - projet de mise en place d'un filet au niveau de casier de la collecte sélective (chiffrage en cours) ;</p>

L'inspection a montré effectivement une quantité moindre de déchets aux abords du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : - poursuivre les actions engagées pour limiter les envols de déchets
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 10 : Rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2008, article '6.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 08/07/2024
Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou du sol est associé à une capacité de rétention d'un volume suffisant.
Constats : Des étiquettes ont été affichées sur les portes des armoires ce qui permet de définir un plan de stockage des déchets dangereux et éviter tout risque d'associer à une même rétention 2 produits incompatibles. L'inspection des armoires a montré que les stocks étaient conformes à l'étiquetage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Stockages extérieurs de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2008, article '6.4.8
Thème(s) : Risques accidentels, bois, poudrette, tissus gommé et RBA
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 08/10/2024
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires (organisation, conception, mode de stockage) afin de maintenir, en cas d'incendie de ces stockages, la périmètre de flux thermiques de 3 KW/m ²

dans les limites de propriété de l'établissement, à l'exception d'une bande de 100 m de long et 10 m de large au nord du site.

L'exploitant s'assure que des activités ou occupations du sol incompatibles avec les effets thermiques ne pourront y être exercées ou effectuées.

L'entreposage des RBA en attente d'expédition ne dépasse pas le volume de 1500 m³. Il est effectué sur une aire spécifique de 20 m x 15 m, entre des merlons de terre ou bennes remplies de terre d'une hauteur de 7 m servant d'écran thermique. Le stockage de bois présente un écran thermique de même type d'une hauteur de 2,5 m du côté le plus proche de la limite de propriété au nord du site.

Constats :

S'agissant de l'aménagement de la zone de stockage de bois, le débordement du stockage hors de la zone a de nouveau été constaté, même si l'ampleur du débordement apparaît moindre que lors des inspections précédentes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- mettre en conformité, sous 3 mois, le stockage de bois, en reconstituant un écran thermique en partie nord du stockage ;
- veiller à préserver l'intégrité de la couverture de l'ancienne décharge durant les opérations de rechargement des déchets.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois